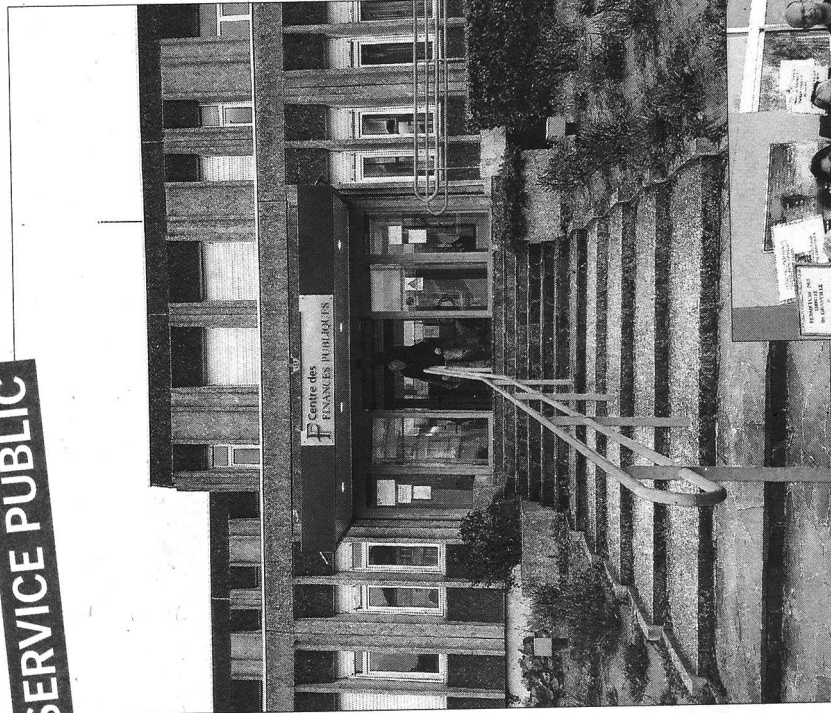


SERVICE PUBLIC



Vers une fermeture du centre des finances ?

Mercredi 10 juillet, une quarantaine d'agents ont manifesté leurs inquiétudes concernant la fermeture du centre des impôts de Granville.

Mercredi 10 juillet, en marge d'une visite à l'Agora de Danielle Roger, directrice départementale des finances publiques de la Manche, les agents des finances basés dans la cité corsaire ont manifesté leurs "inquiétudes quant à la disparition de l'accueil de proximité granvillais et de nombreux services dans la Manche". Ils dénoncent "la perte d'une administration, qui est maintenant à

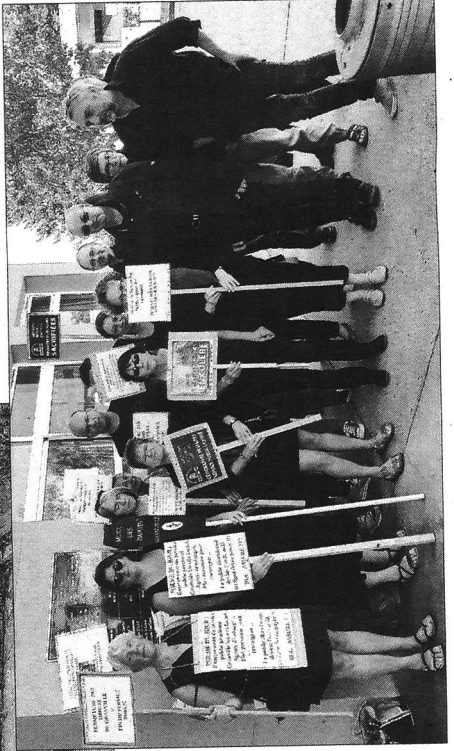
défendre par les élus locaux". Les représentants syndicaux ont déjà alerté des élus.

Depuis le 6 juin, à la suite d'un message de la direction générale des finances, une concertation est en cours jusqu'en septembre afin d'élaborer la carte des services à l'horizon 2022. Ainsi, les missions fiscales partiraient à Avranches pour les particuliers, Saint-Lô pour les entreprises et Coutances pour les collectivités... Mais la décision n'est pas encore définitive à l'heure actuelle : les suppressions de postes seront connues en fin d'année et pourraient représenter 10 à 12 % de la masse salariale dans la Manche, sans toucher uniquement des départs en retraite. Au total, des huit centres des finances publiques existant à l'heure actuelle dans la Manche, trois seraient maintenus sur les villes de Cherbourg, Saint-Lô et

Avranches. "Les usagers n'auront pas de renseignements dans les nouveaux accueils de proximité tels que les maisons de services au public, mais trouveront uniquement un accès à la dématérialisation", poursuivent les agents.

Vers une privatisation des services ?

La réorganisation des services "s'appuyant sur le prélevement à la source ou la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales est conjointe à une implosion des missions des agents", qui notent une hausse de fréquentation des antennes d'environ 35 % cette année à la suite des réformes de l'emploi et de la fiscalité. Par ailleurs, le risque pour les agents et les usagers est de voir les missions transférées au secteur privé. Cette fermeture affecterait les habitants de Granville Terre et Mer, mais également Villedieu Intercom.



Marie-Stephane Martin

Au total, des huit centres des finances publiques existant à l'heure actuelle dans la Manche, trois seraient maintenus.

Une quarantaine d'agents des finances s'étaient "habillés en noir pour l'enterrement du service public."